



Prestations de maintenance multitechnique des sites d'Angers et Valbonne

Annexe n°1 au Règlement de la consultation : CADRE DU MEMOIRE TECHNIQUE

L'attention des candidats est appelée sur le caractère impératif du présent cadre de réponse (cadre de mémoire technique)

Préambule :

Ce cadre de réponse est un document permettant au Pouvoir adjudicateur d'apprécier la valeur de l'offre du soumissionnaire au regard des critères « Valeur technique » (pour les sous-critères de la valeur technique concernés) et « Développement durable » (pour les sous-critères concernés).

Il appartient au soumissionnaire d'apporter, à travers son mémoire technique, et suivant ce cadre, une réponse argumentée et étayée selon les différentes thématiques et suivant leur ordre, listées ci-après, qui reprend les sous-critères afférents au critère « valeur technique » et au critère « développement durable ». Il organise son mémoire en fonction, et au besoin en se servant du présent document.

Cette réponse technique ne peut, en aucun cas, être un document type de présentation de l'entreprise mais bien une réponse détaillée et organisée en fonction des points listés.

Le soumissionnaire, dans sa réponse technique, peut néanmoins joindre en annexe tout complément, toute information qu'il juge nécessaire ou utile à la compréhension de son offre (y compris son mémoire/ méthodologie technique type, des exemples de livrables...). Le Soumissionnaire doit néanmoins, lorsqu'il entend se prévaloir d'une annexe à son mémoire technique, y faire expressément référence dans le contenu de son mémoire technique en désignant le chapitre, la partie, la section, sous-section ou l'article auquel il est fait référence.

LES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE PEUVENT ÊTRE FOURNIS SUR UN AUTRE SUPPORT QUE LE PRESENT DOCUMENT, MAIS LES POINTS DOIVENT ÊTRE ABORDÉS DE LA MÊME MANIÈRE QUE SUR CE CADRE POUR CHAQUE SOUS-CRITÈRE ET ITEM.

Critère n°1 – Valeur technique

1.1 Les moyens en personnel technique et d'encadrement pour réaliser les prestations d'entretien-maintenance et de conduite des installations (organisation, compétences, types d'intervenants, nombres d'heures et équivalent temps plein dédié au contrat) ainsi que pour réaliser les travaux au titre des prestations à bons de commandes (organisation, compétences)

1.2 Méthodologie proposée pour la réalisation des opérations de maintenance

1.3 Descriptif précis du système d'astreinte mis en place par l'entreprise afin de respecter les délais d'intervention et moyens mis en œuvre en cas de dysfonctionnement des installations

1.4 Engagement du candidat sur le NB, le COP, et le taux de couverture (PAC/chaudières) soumis à intéressement sur la durée du marché

1.5 Moyens mis en œuvre pour assurer le suivi des consommations énergétiques

1.6 Moyens de communications mis en œuvre jugés notamment au regard de la présentation de l'outil de gestion des demandes d'intervention (GMAO) et des exemples de livrables à remettre dans l'offre (rapports, suivi des consommations, suivi des garanties, relevés ...).

Critère n°2 Développement durable

2.1 Gestion des pièces détachées, favorisant la réparation, le recours aux pièces détachées issues du réemploi, la réutilisation, la valorisation des pièces.

2.2 Durabilité des équipements et installations proposées (durée de vie, réparabilité, durée de la disponibilité des pièces de rechange...), modalités de gestion et constitution des stocks des pièces de rechange et provenance des pièces de rechange.

2.3 Gestion des déchets : mesures de valorisation et de recyclage (mesures prises sur la mise en place (ou l'utilisation) d'une filière de recyclage) et dispositions prises pour le suivi dématérialisé des déchets.

2.4 Mise en œuvre d'actions éco-responsables pour limiter l'impact carbone du titulaire dans le cadre de son activité lié au marché

Le candidat détaille les actions mises en œuvre afin de limiter l'impact carbone de son activité spécifique au marché, notamment (non-exclusivement) :

- Lors de ses déplacements :
 - o véhicules propres ;
 - o mise en place d'une politique volontariste de réduction des consommations du carburant (y compris actions de formation).
- Dans le cadre de sa politique d'achat (distance d'approvisionnement auprès de ses fournisseurs ...).

Le candidat détaille également le contenu des livrables attendus par le Pouvoir adjudicateur au titre de ses obligations environnementales, liées à l'activité objet du marché (cf article 2.2.4 du CCAP et 2.4 du CCTP).

Le candidat détaille les labels, certificats ou équivalents permettant de justifier du développement de sa politique RSE, spécifique à l'activité objet du marché.

2.5 Mise en œuvre d'actions, dans le cadre du marché, visant à :

- Favoriser la mixité et l'égalité professionnelle ;

Le candidat détaille les actions mises en œuvre envers l'ensemble des personnes affectées à l'exécution du présent marché, en matière de prévention et de lutte contre les discriminations au travail et de promotion de l'égalité femmes-hommes (formation, diagnostic, actions de gestion des ressources humaines notamment en matière d'égalité salariale...) ;

- Garantir la sécurité des salariés et favoriser leur montée en compétence ;

Le candidat détaille les actions mises en œuvre en matière de sécurité et prévention des risques (plan de prévention, formation, process et outils de suivi...).

Le candidat détaille également les formations et actions spécifiques (certifications, tutorat, e-learning) proposées aux salariés affectés au marché pour leur montée en compétence.

- Faciliter l'accès ou le retour à l'emploi (spécifique à l'objet du marché) des personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi ;

Le candidat détaille les actions favorables (pour leur employabilité) aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi :

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus à Pôle emploi - catégorie ABC) ;
- les allocataires d'un minima social dont le revenu de solidarité active (R.S.A), l'allocation de solidarité spécifique (ASS), l'allocation aux adultes handicapés (AAH), l'allocation pour demandeur d'asile (ADA) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 3 mois et s'engageant dans une démarche

d'insertion et de recherche d'emploi, notamment par la voie du contrat d'apprentissage.

Le candidat peut utilement se référer aux obligations prévues à l'article 2.4 du CCTP.